



Centre interdisciplinaire de recherche
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie
plus solidaire
inspirée par
l'intérêt général**

Ciriec
International

Allemagne
Argentine
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Colombie
Espagne
France
Italie
Japon
Portugal
Suède
Turquie
Venezuela

Rapport d'activités
2009-2010

Du 1^{er} mai 2009 au 30 avril 2010

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION.....	3
RAPPORT DU PRÉSIDENT.....	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF.....	9
DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC	10
LE CIRIEC INTERNATIONAL..	11
Les instances du CIRIEC International	
Le congrès international du CIRIEC	
La 2 ^e Conférence internationale de recherche en économie sociale	
Commission scientifique internationale <i>Économie sociale et coopérative</i>	
Commission scientifique internationale <i>Services publics/Entreprises publiques</i>	
Activité de veille stratégique	
Groupe de travail <i>Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale et coopérative</i>	
Le 28 ^{ième} Congrès international du CIRIEC	
LE CIRIEC-CANADA.....	15
Le colloque annuel 2009	
Groupes de travail, activités et collaborations	
. Groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale des entreprises collectives (GTTS sur la RSEC)	
. Séminaire sur l'histoire du CIRIEC-canada	
. Séminaires post-CA	
Collaborations	
Adhésion 2009-2010	
L'historique du CIRIEC-Canada	
RAPPORT DE LA REVUE DU CIRIEC-CANADA, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS.....	23
Fonctionnement et financement	
Rapports entre la Revue et les universités	
Rapports entre la Revue et les entreprises	
Diffusion et rayonnement de la Revue	
Productions 2008-2009	
Prochains numéros	
Comités de la Revue	
Parutions 2009-2010	

PRÉSENTATION

Initié au cours des années précédentes et entré en activité au cours de l'année 1966-1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique-social.

Le CIRIEC-Canada constitue une des 15 sections nationales du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques.

L'économie sociale est une sphère d'activité économique qui se définit par une organisation, des règles et des finalités différentes de l'économie publique. Elle s'est dotée d'institutions intermédiaires sectorielles, territoriales et nationales qui favorisent la construction d'identités sociales et des institutions qui soutiennent un ensemble d'activités ou de relations que l'on souhaite maintenir et développer. Ces institutions participent à la formation de règles et à la diffusion des innovations sociales. Elles sont des lieux indispensables d'échanges et de partage des meilleures pratiques. On a aussi vu l'économie sociale se munir d'institutions intermédiaires de savoir, de veille et de formation.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des recherches, des observatoires et des lieux de formation collaborent de plus en plus avec le CIRIEC. Mentionnons l'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

La vie de la communauté, l'intérêt collectif, l'intérêt général, une juste reddition de comptes et la démocratie font partie des valeurs communes aux deux types d'entreprises.

**Le secrétariat du CIRIEC-Canada est situé au 12^e étage
du Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke (bureau 12751).
Une professionnelle de recherche, Suzanne Poirier, en assure la permanence.
Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871
Courriel : CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca Site internet: www.ciriec.ugam.ca**

**Adresse postale:
CIRIEC-Canada
150, Place Charles-Le Moyne, boîte postale 1
Longueuil (Québec) J4K 0A8**

RAPPORT DU PRÉSIDENT



L'année 2009-2010 s'est avérée une année particulièrement active pour notre organisation et ses membres. En plus de poursuivre sa présence assidue aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques, les membres du conseil d'administration et du comité exécutif se sont penchés sur des questions relatives à la deuxième conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale qui s'est tenue en Suède les 1^{er} et 2 octobre 2009, au suivi des travaux de la Commission d'économie sociale et coopérative où un nouveau groupe de travail a été formé, à la Commission des services publics et entreprises publiques, à la préparation du congrès international, au suivi des travaux de préparation du colloque 2010, au passage à l'édition électronique de la revue *Économie et Solidarités*, aux travaux du groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives. S'ajoute à cela divers séminaires tenus à l'occasion des réunions du conseil d'administration ainsi que la préparation de la présente assemblée annuelle.

La nécessité d'une nouvelle régulation économique

Le contexte dans lequel œuvrent nos membres et notre association est relié à celui vécu par toute la population, en cette période de lente remontée d'une crise économique mondiale qui représente l'échec d'un modèle de développement fondé sur le laisser-faire économique, sur des attentes irréalistes en termes de rendement et sur le retrait de l'État social. Il serait illusoire de penser que la mise en place d'une nouvelle réglementation des institutions financières suffira à elle seule à redonner aux économies nationales une nouvelle dynamique pour un développement durable. Plus que jamais il faut œuvrer dans le sens d'une nouvelle régulation économique fondée sur une économie plurielle où sont reconnus les rôles fondamentaux des acteurs de l'économie publique, de l'économie marchande et de l'économie sociale. L'espace territorial doit rester le lieu privilégié d'une coordination des activités permettant d'assurer une plus grande cohésion sociale. Le contexte étant maintenant très différent de ce qui existait avant la récente spirale de déréglementation, on ne peut pas penser revenir à la situation qui existait auparavant. Nous vivons aujourd'hui dans un contexte de révolution technologique d'une importance rarement vue dans l'histoire. Nous avons aussi heureusement vu émerger une multitude d'innovations sociales ainsi qu'un nouveau déploiement des valeurs exigeant un rapport différent à l'argent. Ainsi, à travers la masse croissante de détenteurs de titres financiers, ils sont de plus en plus nombreux, celles et ceux, qui exigent que les rendements financiers de leurs titres ne se fassent pas au détriment des valeurs sociales qui sont les leurs.

L'information large et complète sur les pratiques responsables des entreprises devient une nécessité d'affaires et constitue une condition de plus en plus incontournable pour l'exportation de produits et services. Cela pose la question de la pertinence et de la crédibilité d'indicateurs de référence assurant la comparabilité des entreprises.

Mentionnons à cet égard, la *Global Reporting Initiatives* (GRI), lancée dans le cadre du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Sa mission est de renforcer la qualité, la rigueur et l'utilité du rapport de développement durable applicable aux entreprises. Les entreprises collectives (économie sociale et sociétés d'État) qui s'y engagent le savent. Elles sont conscientes que les entreprises collectives recèlent un potentiel de contribution essentiel à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement centré sur la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique. Les sociétés d'État et les entreprises d'économie sociale ont en commun de relever le défi du marché tout en cherchant à répondre à des objectifs relevant de l'intérêt collectif et de l'intérêt général. Le CIRIEC-Canada, qui rassemble à la fois des entreprises publiques et d'économie sociale, des praticiens et des chercheurs, des étudiants et des enseignants, constitue un carrefour unique. Les mutations actuelles des systèmes économiques et sociaux accentuent la nécessité de renforcer notre action.

Le groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives (GTT sur la RSEC)

Ce groupe de travail en est à compléter une enquête portant sur les pratiques actuelles et potentielles en matière de responsabilité sociale ou sociétale auprès de cinq sociétés d'État et de cinq entreprises d'économie sociale. Un colloque est prévu en janvier 2011. Ce groupe de travail animé par Claude Normandin, responsable du développement stratégique à Fondation, est aussi composé de Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et vice-président aux affaires universitaires du CIRIEC-Canada, de Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et vice-présidente aux affaires internationales du CIRIEC-Canada, de Mario Hébert, économiste principal et premier responsable du développement durable à La Coop fédérée, de André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke et de Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance à Investissement-Québec.

Le congrès du CIRIEC International

Le 28^e congrès international du CIRIEC se tiendra du 16 au 19 mai à Berlin, sous le thème : « L'économie publique et sociale : une issue à la crise économique et un support au développement durable ». En plus d'avoir préparé une communication par affiche pour le Groupe de travail pour le transfert des savoirs de la RSEC, Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et vice-présidente à l'international de notre association, assurera une présidence d'atelier, Jacques Daoust, président et chef des opérations d'Investissement Québec, ainsi que moi-même, en tant que président-directeur général de Fondation et président du CIRIEC-Canada, avons aussi été invités à faire une communication lors d'une plénière. Nous nous attendons à une douzaine de participantes et participants provenant du Québec à ce congrès international.

Colloque annuel CIRIEC-Canada 2010

Le thème de notre colloque annuel 2010 « Les pratiques de responsabilité sociale et environnementale des entreprises publiques et d'économie sociale, et les défis de leur déploiement », s'inscrit dans la continuité de celui de 2009 dont le thème était « La responsabilité sociale des entreprises collectives ». Plusieurs chercheurs et titulaires de chaires de recherche ainsi que des hauts dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale ont accepté d'agir en tant qu'orateurs, participant ainsi à une programmation remarquable. Soulignons l'invitation faite à Pierre Habbard, conseiller politique à la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE.

La revue *Économie et Solidarités*

Le dernier numéro papier de la revue du CIRIEC aura été celui du printemps 2010. Les numéros suivants ne seront diffusés qu'en version électronique chez Érudit, accessibles sans frais d'abonnement, du moins pour la première année. Un espace est aussi prévu dans un module du site internet d'Érudit pour y déposer des documents et de données. Il sera également possible d'y placer des présentations sur ce qu'est le CIRIEC, d'annoncer le colloque annuel, de remercier les organismes et institutions qui soutiennent financièrement la revue, d'y déposer les rapports annuels d'activités ainsi que des cahiers de recherche.

Il est important de rappeler le caractère unique de la revue du CIRIEC-Canada. Elle rejoint des préoccupations d'avancement des connaissances, tant théoriques qu'appliquées, relevant des entreprises collectives (sociétés d'État et entreprises d'économie sociale). Il faut souligner la valeur du travail de la direction de la Revue assurée par la Louise Brillant, du rédacteur de la Revue, Guy Chiasson ainsi que des collaboratrices et collaborateurs qui contribuent à sa grande qualité.

Objectifs 2010-2011

Un colloque sur invitation en préparation

En raison de leur spécificité, les entreprises publiques et d'économie sociale ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques.

Il fait partie de la raison d'être du CIRIEC de mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées, trop faiblement codifiées et à fortiori trop faiblement partagées.

De plus en plus, les entreprises s'ouvrent à des exigences éthiques, à la responsabilité sociale ou sociétale, ainsi qu'à la triple reddition de comptes (économique, sociale et environnementale) auprès de leurs parties prenantes internes et externes.

S'inspirant de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique, le *Groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives* (GTTS sur la RSEC) aborde la question de la RSE des entreprises collectives et de leur triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes. Un colloque sur invitation sera tenu en janvier 2011 afin de faire part des résultats de l'enquête en cours et structurer la suite des échanges.

Le colloque annuel et des séminaires post-CA

Le CIRIEC-Canada continuera la tenue de son colloque annuel dans le cadre du congrès de l'ACFAS. Les réunions du conseil d'administration suivies de séminaires continueront d'être tenues. Nous ferons connaître à l'automne les thématiques projetées.

La revue *Économie et Solidarités*

La revue du CIRIEC continuera d'être publiée et son passage à l'édition électronique est prévu en 2010.

Le développement du CIRIEC-Canada

L'accroissement du membership et l'obtention des moyens nécessaires au déploiement de la raison d'être du CIRIEC-Canada seront au cours de l'an qui vient, objets d'efforts constants.

Le CIRIEC International

Le CIRIEC-Canada continuera d'être présent aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques. Rappelons la tenue du prochain congrès international du CIRIEC qui se tiendra en Allemagne, à Berlin, du 16 au 19 mai 2010.

Bienvenue aux nouvelles organisations et aux nouveaux membres au conseil d'administration

Permettez-moi de saluer l'adhésion de la CSST ainsi que l'arrivée au conseil d'administration de Luc Meunier, président et chef de la direction. Bienvenue au conseil d'administration à Pauline D'Amboise, vice-présidente, soutien à la coopération et secrétaire générale du Mouvement Desjardins et à Juan Luis-Klein, directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Soulignons également l'affiliation de La Coop Fédérée et la venue au conseil d'administration de Mario Hébert, premier responsable du développement durable et économiste principal.

Remerciements

Yvan Laurin, vice-président, Coopérative et Qualité à la Fédération des caisses Desjardins du Québec, a participé aux travaux du conseil d'administration et de l'exécutif pendant de nombreuses années. Il a beaucoup contribué aux réflexions visant le déploiement d'un plus grand rôle du CIRIEC en tant que carrefour de chercheurs et de praticiens, et en tant que facilitateur du transfert de connaissances. Nous le remercions et lui souhaitons une heureuse retraite.

Permettez-moi d'exprimer toute notre appréciation pour la contribution apportée par les divers partenaires universitaires, institutionnels, organismes et entreprises. À ce titre, rappelons les présentations de Luc Bernier, David Lesage, Chantal Malo, Hélène Simard et Martine Vézina, lors des séminaires tenus à l'occasion des réunions du conseil d'administration du CIRIEC et auxquels tous les membres du CIRIEC sont invités. Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la revue et de l'UQO, la Chaire d'éthique appliquée qui abrite le CIRIEC-Canada, ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Je voudrais réitérer nos remerciements à l'endroit de Luc Bernier, de Martine Vézina et d'André Lacroix, qui composaient le comité organisateur du colloque 2010, pour cette programmation de grande qualité et de grande pertinence pour les entreprises collectives ainsi que pour les étudiants et les universitaires qui s'y intéressent.

Grand merci également à chacune et chacun des membres de notre association. Ils en constituent la richesse, l'expérience, la pertinence et le rayonnement. C'est par vous que cette association existe et peut agir.

A handwritten signature in blue ink, reading "Léopold Beaulieu".

Léopold Beaulieu, président

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

Président CIRIEC-Canada

Léopold Beaulieu

Président-directeur général - Fondation, le Fonds de développement de la confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi

Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

Vice-présidente – affaires avec les entreprises – CIRIEC-Canada

Chantal Malo

Vice-présidente principale, planification et stratégie internationale - Société générale de financement du Québec (SGF)

Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada

Luc Bernier

Codirecteur (CERGO)
Professeur - École Nationale d'administration publique

Trésorier – CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau

Vice-président, développement des coopératives et des autres entreprises de l'économie sociale - Investissement Québec

Secrétaire – CIRIEC-Canada

Martine Vézina

Professeure - Service de l'enseignement du management
HEC Montréal

Observateur à l'exécutif

Guy Chiasson

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*
Professeur - Département de travail social (UQO)

Ancien président du CIRIEC-Canada et président du Conseil scientifique international du CIRIEC-Canada

Benoît Lévesque

Professeur associé - UQAM et ÉNAP

Administrateurs

Stéphane Bouchard

Directeur des affaires régionale - Sous-ministériat aux Territoires - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Jacques L. Boucher

Directeur - Groupe régional d'activités partenariales en économie sociale (UQO)
Professeur - Université du Québec en Outaouais (UQO)

Pascale Caron

Conseillère en développement stratégique
Caisse d'économie solidaire Desjardins

Louis Côté

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique
Professeur - École Nationale d'administration publique

Pauline D'Amboise

Vice-présidente soutien à la coopération et secrétaire générale du Mouvement des caisses Desjardins

Claude Dorion

Directeur général - MCE Conseils

Jean-Marc Fontan

Codirecteur, Alliance de recherche universités-communautés - Économie sociale et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale. Professeur (UQAM)

Yves Galipeau

Chef - Relations avec les collectivités - Planification stratégique et relations gouvernementales - Hydro-Québec

René Hamel

Président-directeur général - SSQ Groupe financier

Mario Hébert

Économiste principal et premier responsable du développement durable - La Coop fédérée

Juan-Luis Klein

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Professeur - Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

Marcellin Hudon

Association des groupes de ressources techniques du Québec

André Lacroix

Professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée
Université de Sherbrooke

Michel Lafleur

Professeur et directeur de l'IRECUS, Université de Sherbrooke

Armand Lajeunesse

Directeur général - CDR Montréal-Laval

Joël Lebossé

Directeur général - Filaction

André Leclerc

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives. Professeur - Université de Moncton

Denis Martel

Vice-recteur - Enseignement et recherche, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Luc Meunier

Président et chef de la direction, Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

Nancy Neamtan

Vice-présidente développement stratégique RESO
Présidente - Chantier de l'économie sociale

Pierre Patry

Trésorier - Confédération des syndicats nationaux

Carol Saucier

Professeur - Département des sciences humaines (UQAR)

Michel Séguin

Titulaire de la Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

Hélène Simard

Présidente-directrice générale
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

L'assemblée générale 2009 s'est tenue le 11 mai à l'Université d'Ottawa.

Le conseil d'administration s'est réuni le 11 mai 2009, le 8 septembre 2009 et le 12 février 2010.

Le comité exécutif s'est réuni à huit reprises au cours de l'année.

Délégués aux instances internationales du CIRIEC

Praesidium

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Substitut:

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Conseil international

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

Substituts

Chantal Malo (Société générale de financement du Québec),

vice-présidente-Affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

Conseil scientifique international

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Substituts:

Juan-Luis Klein (UQAM), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jean Turgeon (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Guy Chiasson (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur-adjoint de la revue *Économie et Solidarités*

Ian MacPherson (Université de Victoria), membre du CA, CIRIEC-Canada

Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP), président du Conseil scientifique international

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

LE CIRIEC INTERNATIONAL

Les instances du CIRIEC International

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international. La dernière assemblée s'est tenue le 23 septembre 2008 à Séville. Le Praesidium (assure les fonctions d'un bureau exécutif), s'est réuni le 12 juin 2009 à Berlin. Le Conseil international (constitue le conseil d'administration et est composé de délégués des sections nationales), s'est réuni le 27 avril à Lisbonne et le 16 octobre 2009 à Buenos Aires. Les Congrès internationaux du Ciriec se tiennent aux deux ans, en alternance avec les Conférences mondiales.

La 2^e Conférence mondiale de recherche en économie sociale s'est déroulée les 1^{er} et 2 octobre 2009 à Östersund (Suède) sur le thème de « L'Économie sociale dans un monde en crise ». Cette manifestation a réuni plus de 200 participants venus de plus de 40 pays, assurant ainsi une diversité culturelle chère au CIRIEC. Pendant ces deux jours, chercheurs – mais aussi praticiens – ont assisté aux 27 ateliers proposés et qui ont donné lieu à 160 présentations.

Tous les deux ans, ces conférences sont l'occasion de déterminer l'état de la recherche en économie sociale, avec comme particularité cette année de s'inscrire dans une réflexion sur la contribution de l'économie sociale à remédier à la crise économique et financière. Cette édition, comme la précédente à Victoria (Canada) en 2007, fut l'occasion d'offrir un lieu de rencontres et de réflexion entre des acteurs avec des cultures de l'économie sociale différentes mais aussi entre jeunes chercheurs et chercheurs plus confirmés.

Les discussions ont porté sur de nombreux sujets tels que l'économie sociale comme facteur de création d'emploi et favorisant le développement durable, l'économie sociale et la gouvernance ou encore l'économie sociale à l'aube des nouvelles politiques publiques. Les différents intervenants ont souligné l'importance de poursuivre les échanges entre chercheurs des différents continents, permettant ainsi d'enrichir les travaux des uns et des autres. Cette Conférence contribue à promouvoir un réseau toujours plus large et toujours plus solide entre les acteurs de l'économie sociale.

La Conférence a bénéficié du soutien constant de la ville d'Östersund, qui a permis aux participants de découvrir la manière dont la ville a su intégrer les principes et organisations de l'économie sociale dans la vie locale. De nombreuses activités ont été proposées aux participants en amont de la Conférence, comme des visites d'entreprise d'économie sociale locales offrant une représentation de la diversité des initiatives à Östersund et de manière plus générale dans la province du Jämtland. L'ensemble du réseau CIRIEC a remercié la Section suédoise organisatrice et la Mid-Sweden University qui a accueilli la Conférence, pour l'organisation efficace et l'articulation thématique cohérente des ateliers et des séances plénières qui ont largement contribué au succès de cet événement.

Un dossier présentant les contributions et les dernières évolutions de la recherche en économie sociale, est disponible. La diversité qui a caractérisé cette deuxième Conférence mondiale se reflète dans ce document qui reprend également de nombreux témoignages des organisateurs, orateurs et participants. Des résumés des contributions présentées à la Conférence peuvent être consultés sur le site internet de la Conférence : www.socek.se

La 3^e Conférence se tiendra en Espagne en 2011.

* Ce résumé de la conférence est extrait des « Brèves » du Ciriec-France, no 29 - février 2010)

Conseil scientifique international du CIRIEC international

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du CIRIEC et est présidé par Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP). Le CSI s'est réuni une fois au cours de l'année 2009 comme cela est exigé, soit le 21 avril, à Paris. Il a été alors question entre autres de la veille stratégique (tant du point de vue du contenu que du processus et de la pérennisation de l'opération), de la création d'un nouveau groupe de recherche sur « les nationalisations récentes dans le secteur financier » (projet qui sera codirigé par Luc Bernier du Québec et Philippe Bance de la France), ce nouveau groupe devrait attirer de nouveaux chercheurs au sein du CIRIEC, de la seconde Conférence internationale de la composition du cercle scientifique du CIRIEC, de la seconde Conférence internationale de recherche du CIRIEC et du prochain Congrès international du CIRIEC à Berlin (16-19 mai 2010). Les membres du CSI ont reçu avec enthousiasme la proposition du président du CIRIEC international, Will Hanss, de créer un prix international, le Prix Edgar Milhaud, qui s'adresse à des jeunes chercheurs, étudiants et doctorants, de manière à encourager la relève. Le CSI a pris connaissance des résultats de la veille stratégique de recherche qui se poursuivra jusqu'en janvier 2010 alors qu'un rapport administratif sera produit par le président actuel pour rendre compte de cette expérience pilote et de l'opportunité de la poursuivre. Marie J. Boucahrd et Luc Bernier ont participé à cette réunion du CSI. Enfin, Benoît Lévesque a annoncé à cette occasion qu'il ne demandait pas un renouvellement de son mandat et qu'en conséquence c'était la dernière réunion du CSI qu'il présidait.

Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative*

La Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative* s'est réunie à 2 reprises, soit les 20-21 avril 2009 à Paris et le 3 octobre 2009 à Östersund, à l'occasion de la 2^E Conférence mondiale sur l'économie sociale organisée par le Ciriec-Suède. La Commission travaille présentement sur les liens entre les politiques publiques et l'économie sociale dans une perspective comparée. Ces travaux sont dirigés par Danielle Demoustier (Institut d'études politique de Grenoble) et Raphaël Chaves (U. de Valencia). À ce jour, quatre membres du CIRIEC-Canada ont annoncé leur participation à ce groupe, Luc Bernier (ÉNAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Jean Turgeon (ÉNAP) et Martine Vézina (HEC Montréal). Marie J. Bouchard a présenté les conclusions de l'ouvrage issu du groupe précédent (Groupe de travail Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative). Il y a aussi été discuté de la contribution à l'opération stratégique lancée par le Conseil scientifique international.

Commission scientifique internationale *Services publics \ Entreprises publiques*

La commission scientifique *Services publics et Entreprises publiques* s'est réunie à Pavie les 16 et 17 avril 2009. Elle poursuit ses travaux sur les entreprises publiques locales. Treize rapports de recherche ont été présentés au séminaire qui a été conclu par une table ronde sur l'avenir des entreprises publiques. [Un certain nombre de cas a été ajouté depuis mais pas sur le Canada.](#) [La commission se réunit le 30 avril 2010 à Paris pour discuter de la suite de ces travaux et de la possibilité d'un second séminaire à Pavie en septembre 2010.](#) Le cas canadien présenté est celui de la Société de transport de Montréal, rapport préparé par Luc Bernier et Gérard Divay de l'ÉNAP. Ces rapports de recherche seront publiés dans la série de « Working Papers » du Ciriec international. Ils donneront lieu par la suite à des analyses comparées par secteurs (transport en commun, eau et ramassage des déchets). Alors que les entreprises publiques nationales ont souvent été privatisées, les entreprises locales sont demeurées mais transformées. Ce sont ces transformations qui sont étudiées: appels d'offre, partenariats, performance, qualité des services, etc. La commission a aussi évalué que la veille scientifique était intéressante mais voyait mal comment le Ciriec international pourrait financer la suite du projet pilote actuel.

Par ailleurs, comme la commission scientifique « économie sociale » l'a déjà fait, cette fois-ci sous l'égide de la commission "entreprises publiques", un groupe de travail a été formé et dirigé par Philippe Bance et Luc Bernier. Ce groupe s'intéresse au renouveau de l'intervention publique dans le contexte de la crise contemporaine. Pour l'essentiel, le projet porte sur l'articulation éventuelle des politiques réglementaires, sur l'évolution du périmètre de l'État et sur le renouveau de la gestion publique. [Le manuscrit est presque complet et sera soumis sous peu à Peter Lang.](#) Cette expérience se fait dans la suite de l'opération de veille lancée par Benoît Lévesque au Conseil scientifique international.

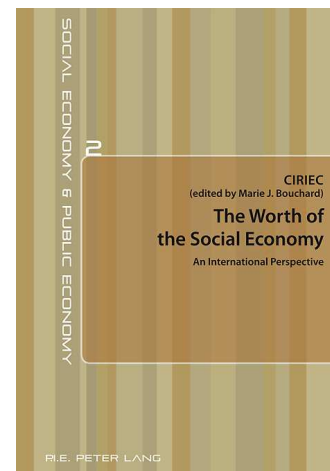
Activité de veille stratégique

Le Conseil scientifique international qui chapeaute les deux commissions scientifiques a son propre mandat de planification stratégique de l'activité globale du Ciriec international. Parmi ces activités, le CSI s'est engagé à réaliser une étude pilote sur la veille en recherche pour une période de deux années, soit pour 2008 et pour 2009. Après ces deux années d'expérimentation, une évaluation est faite afin de voir comment cette opération pourrait se poursuivre et à quelles conditions. Pour le moment, la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM), sous la direction de Marie J. Bouchard, et le CERGO (ÉNAP), avec l'Observatoire d'administration publique assurent cette veille pour l'économie sociale, dans le premier cas, et pour les entreprises publiques, dans le second cas. En 2008, une cellule de veille internationale a été créée. Animée par le président du CSI (Benoît Lévesque), elle est composée de Philippe Bance (Université de Rouen), Luc Bernier (ÉNAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Rafael Chaves (U. de Valencia), Barbara Sak (Ciriec international), Roger Spear (Open University). Le rapport de veille pour l'année 2009 sera présenté aux membres du Conseil international (mai 2010) de même qu'aux membres des deux commissions internationales de recherche.

Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative*

L'ouvrage *The Worth of the Social Economy, an International Perspective*, sous la direction de Marie J. Bouchard (UQAM), est paru chez PIE Peter Lang Publishers en avril 2010. Le lancement de l'ouvrage en Europe se fera à l'occasion du Congrès du Ciriec à Berlin en mai 2010.

Un numéro de la revue *Économie et solidarités* a également été réalisé sous la direction de Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti (Université de Méditerranée), avec le soutien de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et du Ciriec France.



2010

SERA L'ANNÉE DU PROCHAIN CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Le 28^{ième} Congrès international du CIRIEC se déroulera du **16 au 19 mai 2010**, à Berlin.

Le thème général est:

***L'économie publique et sociale:
une issue à la crise économique et un support au développement durable***

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site web du Ciriec International:

www.ulg.ac.be/ciriec/

LE COLLOQUE ANNUEL 2009 DU CIRIEC-CANADA

Le colloque annuel 2009 s'est tenu le lundi 11 mai, dans le cadre du 77^e congrès de l'Afas, à l'Université d'Ottawa. Le thème du colloque était:

La responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives

Depuis quelques années, on a vu émerger une importante littérature autour du concept de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Si la littérature a jusqu'ici surtout porté sur la responsabilité sociale des entreprises privées, la structuration de ses pratiques demeure néanmoins indéfinie. Pour les uns, la RSE constitue une réponse organisationnelle au questionnement éthique et social des entreprises privées. Vue de cet angle, la RSE touche prioritairement les sociétés par action et ce sont les entreprises privées qui imposent une tendance aux entreprises du secteur public et d'économie sociale. Pour d'autres, ce sont les entreprises d'économie sociale qui ont une longueur d'avance en matière de RSE : elles en viennent ainsi à structurer la pratique, à imposer une perspective et à dicter les façons de faire en ce qui a trait à la RSE.

Le colloque annuel du CIRIEC se proposait de faire le point sur la RSE des entreprises publiques et d'économie sociale afin de comprendre et d'expliquer les évolutions des pratiques et les fondements qui les marquent. Un appel a donc été lancé à toutes les propositions visant à offrir des réponses aux questions suivantes :

Peut-on attribuer l'émergence de la RSE à un secteur particulier?

Quelles sont les pratiques de RSE privilégiées par les entreprises publiques et d'économie sociale?

En quoi les pratiques de la RSE dans les entreprises publiques et d'économie sociale diffèrent-elles de celles qui prévalent dans le secteur privé?

Quels sont les mécanismes qui permettent le transfert des pratiques des entreprises privées vers les entreprises publiques et d'économie sociale, et vice versa? Quelles adaptations sont nécessaires?

Comment peut-on faciliter le transfert des pratiques de RSE entre les entreprises publiques et d'économie sociale?

Est-ce que les mécanismes de gouvernance sont susceptibles d'influencer la mise en place de la RSE?

En quoi la formule d'organisation retenue (coopérative, entreprise publique, regroupements) influence-t-elle les pratiques de RSE?

Si pour les entreprises du secteur privé, la RSE s'actualise principalement par l'établissement de partenariats avec des organismes à but non lucratif, existe-t-il un risque que les entreprises publiques et d'économie sociale soient instrumentalisées par les entreprises privées? Qu'advient-il alors de la RSE des entreprises publiques et d'économie sociale?

Les communications présentées ont permis d'apporter un éclairage sous ces trois angles.

Comité organisateur du colloque

Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).

Guy Chiasson, professeur, Département de travail social, Université du Québec en Outaouais.

Martine Vézina, professeure agrégée, Service de l'enseignement du management, HEC Montréal.

GROUPES DE TRAVAIL, ACTIVITÉS ET COLLABORATIONS

Groupe de travail pour le transfert (GTT)

À l'automne 2006, dans le but de proposer des pistes pour que l'ensemble des activités du CIRIEC-Canada contribue davantage au transfert des connaissances nouvelles vers les partenaires tout en tirant avantage de la participation de ces derniers, les membres du comité exécutif ont créé un groupe de travail : le groupe de travail pour le transfert (GTT). Le GTT comprenait les personnes suivantes : Benoît Lévesque (UQAM et Énap) responsable, Richard Bell (Groupe SSQ), Daniel Carreau (Réseau Interval), André Côté (Investissement-Québec), André Lacroix (Université de Sherbrooke), Colette Lebel (Coop Fédérée) et André Michaud (UQAM). En décembre 2007, les membres du GTT ont présenté leur rapport au comité exécutif. En voici quelques extraits :

La responsabilité sociale des entreprises : un domaine où les entreprises publiques et d'économie sociale peuvent innover?

Le CIRIEC-Canada propose l'approfondissement du thème de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) selon une démarche originale qui s'inspire de la communauté de pratique. Il s'adresse principalement aux dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale, soit des entreprises qui ont en commun une double mission, une mission économique et une mission socio-économique (mission confiée dans les deux cas par des instances démocratiques, soit à partir des sociétaires dans le cas des entreprises coopératives et mutualistes, et du gouvernement dans le cas des entreprises publiques). Ce projet a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants de ces deux types d'entreprise et d'experts.

La RSE pour les entreprises publiques et d'économie sociale : un incontournable

Si le développement durable est une préoccupation importante pour les pouvoirs publics, la RSE est la façon dont les entreprises sont invitées à en tenir compte. En ce sens, la politique québécoise de développement durable concerne particulièrement les entreprises publiques et d'économie sociale, sous l'angle de la RSE. Dans cette perspective, la RSE représente une tendance lourde et non pas une mode passagère. En raison de leur double mandat (économique et socio-économique), les entreprises publiques et d'économie sociale ont en principe une longueur d'avance sur les entreprises capitalistes. Cependant, dans la mesure où la RSE a donné lieu à des accréditations et des effets de réputation dans le secteur privé, de plus en plus d'entreprises capitalistes sont devenues plus systématiques et plus éloquentes dans ce domaine que les entreprises collectives. Ainsi, on peut se demander si les entreprises publiques et d'économie sociale ne sont pas contraintes maintenant d'imiter ce que font les entreprises capitalistes dans le domaine. Y a-t-il encore une place pour s'affirmer et même innover à partir du caractère distinctif des entreprises collectives? Une réponse éclairée à ces questions suppose à la fois une connaissance des méthodologies adoptées (ex Global Reporting Initiative) et des réalisations les plus manifestes dans le domaine.

Alors que le mouvement de la RSE a pris de l'ampleur, la plupart des entreprises publiques et d'économie sociale découvrent non seulement qu'elles ne peuvent plus ignorer la RSE mais que cette dernière représente un défi de taille. En effet, la RSE ne se limite pas à ajouter l'environnement à la double mission. En raison du « triple bottom line » soit, la triple reddition de comptes auprès des parties prenantes, la RSE questionne les façons de faire, les pratiques et les activités, la façon de s'évaluer, la performance économique, la performance sociale et la performance environnementale. D'où la grande pertinence d'un approfondissement de cette approche et d'un examen des pratiques déjà adoptées. Ajoutons que de plus en plus de chercheurs ont fait de la responsabilité sociale et du reporting leur domaine d'expertise.

Une démarche qui mise à la fois sur les pratiques et la continuité

Pour leur modernisation, les entreprises publiques et d'économie sociale se sont inspirées des savoirs provenant principalement des entreprises privées et très faiblement de ceux provenant de leur propre expérience et pratique, celles d'entreprises à double mission. Sans délaisser le corpus général de la théorie économique et des organisations, nous proposons une démarche qui vise à mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées et trop faiblement codifiées et a fortiori faiblement partagées.

Nous faisons l'hypothèse que les entreprises publiques et d'économie sociale en raison de leur spécificité ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques. Au cours des dernières années, les anciennes façons de faire et de se définir ont été remises en question par la mondialisation (ouverture des frontières) et la financiarisation (exigences de très forte rentabilité) alors que les entreprises capitalistes se sont donné de nouvelles gouvernances et se sont ouvertes aux exigences éthiques et de la responsabilité sociale. En somme, il est plus impérieux qu'auparavant de bien mettre en lumière les efforts réalisés au cours des dernières années pour donner un sens nouveau aux entreprises collectives et pour renouveler les argumentaires justifiant leur raison d'être au nom de l'intérêt général ou de l'intérêt collectif. D'où une démarche s'inspirant de la communauté de pratique.

Ce qui nous semble intéressant dans l'approche de la communauté de pratique, ce sont les éléments suivants :

- La continuité de l'activité reposant sur un fort engagement des membres et le développement d'une vision partagée selon une trajectoire orientée.
- La réciprocité dans le transfert des connaissances qui repose sur la prise en compte non seulement les connaissances explicites mais aussi les connaissances tacites : le partage du savoir n'est ici ni unidirectionnel, ni de l'ordre de la transaction, même les experts en tirent profit.
- Le caractère autonome de la démarche et la capacité de co-construction des connaissances de même que la complémentarité du savoir codifié et des connaissances tacites.
- Le passage du capital de connaissance au transfert et au renouvellement des pratiques suppose une confiance et un partage des informations, connaissances et des expertises.
- L'attention portée au savoir dans la perspective du développement de capacités stratégiques, d'où une place à la « conversation stratégique », pas seulement à l'échange d'informations (les éléments du savoir concernant la spécificité des entreprises collectives sont répartis entre les organisations et peu codifiés).
- La flexibilité de l'approche qui permet de penser une diversité de « communauté de pratique » selon le contexte où elle émerge et la finalité qu'elle se donne. L'accent peut être mis sur l'intérêt commun (échange d'informations, partage d'idées et de croyances communes), sur des pratiques réflexives (partage de connaissance et acquisition de compétences), sur la création de connaissances nouvelles.
- La démarche peut constituer une plate-forme pour une réputation qui dépasse les frontières de la communauté.
- Enfin, la « communauté de pratique » peut être virtuelle ou basée sur le face-à-face ou même miser sur les deux.

Comme la démarche de la « communauté de pratique » est complexe et lourde, nous chercherons à nous en inspirer sur le plan des principes et à l'adapter méthodologiquement au besoin du groupe qui s'y engagera. De plus, même si les technologies de communication seront mises à contribution, nous proposons une communauté face à face plutôt que complètement virtuelle. À terme, la communauté de pratique sur le thème de la RSE devrait permettre d'avoir une compréhension commune de l'approche de la RSE (notamment en termes de GRI), des meilleures pratiques dans le domaine, de même que de l'avantage différenciatif des entreprises collectives qui choisissent de s'y engager.

Suite au rapport du GTT, le comité exécutif du CIRIEC-Canada a formé un groupe de travail qui voit à la mise en œuvre d'une démarche liée à la responsabilité sociale des entreprises collectives (RSEC), entreprises collectives incluant toutes les composantes du CIRIEC.

◆ **Groupe de travail pour le transfert des savoirs sur la responsabilité sociale des entreprises collectives (GTTS sur la RSEC)**

Un groupe de travail pour le transfert des savoirs a été formé avec pour tâches de réaliser la démarche proposée inspirée de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique sur ce thème de la responsabilité sociale des entreprises collectives et de la triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes.

La démarche proposée devrait permettre d'arriver à :

- Avoir une vue relativement claire de ce qui existe comme responsabilité sociale dans les entreprises et organisations sociales au Québec.
- Avoir une idée des méthodologies, plus particulièrement celles de la GRI (Global Reporting Initiative), et des formes d'accréditation qui sont actuellement utilisées
- Voir comment les entreprises collectives, publiques et d'économie sociale peuvent se distinguer des autres formes d'entreprises sous l'angle de la responsabilité sociale.

Pour réaliser ces objectifs, les responsables procéderont en trois étapes : 1) Une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles dans les entreprises collectives du Québec et du Canada sera réalisée; 2) Une méthodologie d'intervention et un échéancier seront élaborés; 3) Un colloque sur invitation sera organisé en janvier 2011.

Quatre rencontres de travail ont eu lieu entre les membres du groupe de travail depuis septembre 2009. La première étape consiste à mener une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles auprès d'un groupe d'entreprises collectives. Dix entreprises et organisations publiques ou d'économie sociale ont été ciblées, les contacts ont été établis avec les répondants et l'échéancier des entrevues a été fixé. Cinq personnes participeront à chaque entrevue : deux de l'organisation ciblée, un chercheur et un praticien du groupe de travail et Lovasoa Ramboarisata, la professionnelle de recherche engagée pour soutenir le groupe de travail dans ses travaux. Les dix entreprises qui participeront à l'enquête sont les suivantes : 1) Entreprises publiques : Hydro-Québec, la Société générale de financement du Québec (SGF), Investissement Québec, la Société des alcools du Québec (SAQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). 2) Entreprises d'économie sociale : le Mouvement Desjardins, La Coop fédérée, Fondation CSN, la Coop funéraire des Deux-Rives et la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Dès la prochaine rencontre, le groupe de travail commencera à se pencher sur l'organisation du premier événement, sa forme et son contenu.

Composition du comité de mise en œuvre

Le comité de mise en œuvre constitue le noyau de l'opération. Il est composé des six personnes suivantes:

- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise d'économie sociale : Mario Hébert, économiste principal et premier responsable du développement durable, La Coop fédérée
- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise publique : Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec
- Un chercheur sur l'économie sociale : Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM)
- Un chercheur sur les entreprises publiques : Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).
- Un chercheur/rédacteur membre du GTT : André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke.
- Une présidence de comité exerçant en entreprise et qui a l'expérience des enjeux de la rédaction d'un rapport de développement durable : Claude Normandin, responsable de la commercialisation et du développement stratégique, Fondation CSN.

Séminaire sur l'histoire du CIRIEC-Canada

Suite au lancement de l'ouvrage de Benoît Lévesque « Le CIRIEC-Canada 1996-2006—Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale », un séminaire s'est tenu le 27 mai 2009, à La Grande Bibliothèque de Montréal:

Séminaire présidé par **Léopold Beaulieu**, PDG de Fondation CSN et président du CIRIEC-Canada

- * Mot de bienvenue du président, **Léopold Beaulieu**
- * Présentation par **Benoît Lévesque**, professeur émérite (UQAM et ÉNAP) et ancien président du CIRIEC-Canada
- * Point de vue d'un chercheur en économie publique: **Luc Bernier**, codirecteur du CERGO et professeur à l'ÉNAP
- * Point de vue d'un praticien en entreprise publique: **Claude Carbonneau**, vice-président aux coopératives et autres entreprises de l'Économie sociale à Investissement Québec
- * Point de vue d'une chercheuse en économie sociale: **Martine Vézina**, professeure agrégée, HEC Montréal
- * Point de vue d'une praticienne en économie sociale: **Hélène Simard**, PDG du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Séminaires post-CA

Deux séminaires se sont tenus après les rencontres du conseil d'administration:

Le 8 septembre 2009

Thème du séminaire: ***Crise économique et sociétés d'État***

Présentation de **Luc Bernier**, codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et professeur à l'ÉNAP. Il est également membre de la Commission scientifique « Services publics/entreprises publiques » du Ciriec International.

Le 12 février 2010

Premier thème : ***La démarche de développement durable de la SGF***

Présentation de **Mme Chantal Malo**, vice-présidente principale, Planification et stratégie internationale et **M. David Lesage**, économiste, Société générale de financement du Québec et

Deuxième thème: ***Un processus de mobilisation de regroupements sectoriels et territoriaux de coopératives***

Présentation de **Mme Hélène Simard**, présidente-directrice générale du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) et **Martine Vézina**, professeure à HEC Montréal

Centre canadien d'économie sociale

Le CIRIEC-Canada participe au conseil d'administration du Centre canadien d'économie sociale, codirigé par Ian McPherson de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique) et Rupert Downing (Canadian Community Economic Development Network). Ce centre, subventionné pour cinq ans par le CRSH, vise à coordonner, diffuser et transférer des initiatives de six réseaux régionaux de recherche partenariale, dont le Québec. Marie J. Bouchard représente le CIRIEC-Canada au conseil d'administration du Centre canadien.

Adhésion 2009-2010

Au cours de l'année, 2 grandes organisations ont adhéré au CIRIEC-Canada:

- ♦ **La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)** représentée par Luc Meunier, président et chef de la direction
- ♦ **La Coop fédérée** représentée par Mario Hébert, économiste principal et premier responsable du développement durable.

Nous leur souhaitons la bienvenue au sein du conseil d'administration du CIRIEC-Canada

L'HISTORIQUE DU CIRIEC-CANADA

Le CIRIEC-Canada (1966-2006) Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale

par Benoît Lévesque



Cet ouvrage nous apprend comment la recherche sur les coopératives, les entreprises publiques et l'économie sociale s'est organisée par l'intermédiaire d'une association scientifique, le CIRIEC-Canada, sa revue *Économie et Solidarités*, ses colloques, ses recherches et ses activités internationales (bien qu'autonome, le CIRIEC-Canada représente l'une des quinze sections nationales du CIRIEC international). Cet ouvrage devrait intéresser non seulement les chercheurs mais aussi les personnes engagées dans ces diverses entreprises et organisations. En effet, dès sa fondation en 1966, la section canadienne du CIRIEC a tenté de réunir des chercheurs de toutes les universités, des dirigeants provenant des principales entreprises d'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations) et des entreprises publiques. Pour la recherche comme pour la pratique, ces deux types d'entreprises partagent plusieurs éléments dont une double mission, rentabilité économique et développement socioéconomique, et relèvent de deux processus démocratiques complémentaires, celui de la démocratie représentative pour les entreprises publiques et celui de la participation de leurs membres pour les entreprises d'économie sociale.

De plus, ces entreprises soulèvent une même question : Comment les activités économiques peuvent-elles contribuer à la prise en charge de l'intérêt général ? Au cours des quarante dernières années, la section canadienne du CIRIEC a connu trois grandes phases. Après une première phase (1966-1976) comme association canadienne bilingue portant sur les entreprises publiques et les coopératives, elle s'est centrée dans une seconde période (1977-1993) principalement sur les coopératives et sur le Québec, pour renouer, au cours d'une troisième période (1994-2006), avec son projet initial, mais adapté à un contexte devenu plus complexe. Chacune de ces trois périodes laisse voir des réalisations structurantes au plan du partenariat, du réseautage et du rayonnement international, sans oublier un approfondissement théorique qui permet une « désidéologisation » de l'objet de recherche. En somme, l'histoire du CIRIEC-Canada doit être prise en considération si l'on veut bien comprendre l'important développement de la recherche sur les entreprises collectives au Québec de même que la place qu'y occupe le partenariat entre chercheurs et praticiens dans ce domaine.

Pour obtenir un exemplaire, veuillez émettre un chèque de 35 \$ au nom de:

CIRIEC-Canada
150 place Charles-Le Moyne
Boîte postale 1
Longueuil (Québec) J4K 0A8

Pour renseignements:

Suzanne Poirier au (450) 463-1835 poste 61871 ou Ciriec-Canada@USherbrooke.ca

LA REVUE DU CIRIEC-CANADA: ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

La revue *Économie et Solidarités* est considérée comme une activité très importante du CIRIEC-Canada par l'association elle-même. En effet, il s'agit d'une activité en continu, qui procède à des opérations chaque semaine de l'année du côté de la rédaction. Elle diffuse des résultats de recherche, des analyses souvent inédites, des témoignages et des points de vue, des informations vulgarisées sur l'économie collective, tant publique que sociale, ainsi que des descriptions d'expériences innovantes.

Très liée au Ciriec-Canada, la configuration de la revue *Économie et Solidarités* reflète la mission de cette association dans son double objectif de diffusion des connaissances sur l'économie sociale et de l'économie publique, de leurs rapports entre elles ainsi qu'avec le marché et le développement local ou des communautés, bref, sur l'économie plurielle. À cette dimension plus proprement scientifique reliée à la recherche, s'ajoute une dimension non moins importante de transfert des connaissances de façon à les rendre accessibles à un public plus large et de rendre compte de divers débats d'acteurs sur ces questions. Cette dimension se retrouve de façon privilégiée dans la rubrique *Pour savoir plus*, tandis que les textes qui concernent la première sont rassemblés dans le dossier, dans la section « thématiques et articles hors thème ». En cela, elle rappelle la composition et l'orientation même du CIRIEC qui regroupe à la fois des acteurs ou entrepreneurs et des chercheurs. Voyons de plus près comment et jusqu'à quel point elle réalise cette double mission.

Depuis plus d'un an, la Revue intègre à ses numéros une rubrique spécifique pour les activités et les positions du Ciriec-Canada, ce qui contribue à une meilleure visibilité et connaissance de cette association. Sur le plan international, elle offre l'un des deux créneaux de rayonnement du Ciriec-Canada, l'autre étant la participation et la représentation de nos membres aux instances du Ciriec international. Effectivement, la Revue est de plus connue et utilisée comme véhicule de diffusion de connaissances de la part de chercheurs d'autres régions du monde, l'Afrique et l'Europe en premier lieu, mais aussi l'Amérique latine.

Au cours des années, la Revue a progressivement amélioré sa qualité scientifique en raffinant le processus d'évaluation. Après un premier examen par la rédaction, les textes du dossier sont préalablement soumis et évalués par au moins trois lecteurs externes démontrant une expertise reconnue dans le champ de l'économie sociale ou dans la discipline de l'auteur. De plus, si l'une des évaluations recommande des corrections majeures ou encore un refus de l'article, nous soumettons à nouveau à l'évaluation l'article corrigé et exigeons une deuxième phase de modifications à l'auteur, si nécessaire. La majorité des articles publiés sont des réflexions de fond à la fois substantiellement étayées par des bases conceptuelles éprouvées et empiriquement vérifiées à partir de problématiques contemporaines. C'est à ce titre que la revue *Économie et Solidarités* parvient à rejoindre des préoccupations d'avancement des connaissances tant théoriques qu'appliquées. De la sorte, la Revue maintient une place importante au contenu scientifique en plus de présenter des textes de débat et d'expérimentation. La qualité de la Revue s'exprime également dans sa forme, dont la facture globale a significativement été améliorée au cours des dernières années. Le dossier scientifique est composé d'au moins 5 ou 6 articles et depuis quelques années, elle intègre aussi des articles scientifiques hors thème, ce

qui permet une diffusion plus à jour des textes soumis et dans certains cas d'aborder des questions nouvelles. Il est aussi important de mentionner que la qualité de la Revue a été reconnue par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) qui a augmenté le financement accordé pour la période de 2009-2012.

Comme mentionné plus tôt, la Revue publie des textes dans sa section *Pour en savoir plus*: analyse de conjoncture, débats et propositions, présentation d'une problématique, pratiques en émergence, histoire de l'économie sociale et solidaire, économie sociale dans le monde, etc. Tout en cherchant à consolider et même améliorer la qualité et la portée scientifique de la revue, sa direction et sa rédaction cherchent présentement à développer sa dimension de transfert des connaissances. Pour ce faire, la Revue compte d'abord consolider ses liens avec les entreprises et leur ouvrir un meilleur espace à la production des parutions comme il est avancé plus loin. De plus, depuis près d'un an, un des rédacteurs adjoints centre son implication à consolider et développer cette dimension de la Revue. Là aussi, la qualité est de mise tout comme la diversité des rubriques, terrains et expertises présentées et leur pertinence. Si l'évaluation des textes de transfert ne suit pas la démarche plus longue des textes scientifiques, elle est quand même menée sérieusement à l'intérieur de la rédaction et du Comité de rédaction. Cela permet de demander des précisions et des corrections en vue d'améliorer la qualité des textes présentés.

La revue *Économie et Solidarités* est une activité importante du CIRIEC-Canada et à l'instar du CIRIEC, elle fonctionne comme une association. À cet égard, elle survit et se développe sur la base des caractéristiques principales de toute association, particulièrement la mobilisation et la force de ses réseaux et de ses partenariats. Ceux-ci se retrouvent dans deux lieux différents, mais complémentaires, dans le cadre du CIRIEC, le milieu universitaire et celui des entreprises collectives.

FONCTIONNEMENT DE LA REVUE

Économie et Solidarités continue de compter sur le travail de l'équipe de rédaction, avec à sa tête, depuis près d'un an, le rédacteur en chef Guy Chiasson (professeur au Département de travail social et de sciences sociales, UQO). Par ailleurs, Jacques L. Boucher (directeur du Département de travail social et de sciences sociales, UQO) agit toujours à titre de rédacteur adjoint et de responsable des rubriques, tandis que Thibault Martin (professeur au Département de travail social et de sciences sociales, UQO) reste aussi rédacteur adjoint et responsable des recensions d'ouvrages. Louise Briand (professeur au Département des sciences comptables, UQO), pour sa part, continue de soutenir la revue grâce à son travail de directrice. De plus, Dominique Marchessault, étudiante à la maîtrise en Développement régional à l'UQO agit, depuis plus de deux ans, comme secrétaire à la rédaction et a été rejointe, à la fin de l'été 2009, par Magali Zimmer, étudiante au doctorat en Sciences sociales appliquées à l'UQO et au Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris. Par ailleurs, Madame Solange van Kemenade continue de s'occuper des traductions en espagnol avec Madame Mirta Vuotto, professeure à l'Université de Buenos Aires, travaille à tisser des liens entre la revue et l'Amérique latine et à promouvoir la revue sur ce continent, tandis que Monsieur Brett Fairbairn de l'Université de Saskatchewan, joue en quelque sorte le rôle de relais avec le Canada anglophone.

Par ailleurs, les liens réguliers entre la Revue et le CIRIEC sont assurés à la fois par la directrice et le rédacteur, ce dernier participant aux réunions du comité exécutif du CIRIEC.

FINANCEMENT

Le secrétariat de la Revue est situé à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Depuis l'année dernière, la Revue profite d'une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) à la hauteur de 27 000 \$ par année, soit 81 000 \$ pour 3 ans.

Soulignons que la contribution de l'UQO comporte également l'utilisation d'un local, l'équipement informatique fourni et entretenu, l'utilisation du téléphone et autres instruments de communication, la photocopieuse, etc. Plusieurs professeurs y mettent également du temps.

Ainsi, le soutien financier pour le fonctionnement de la Revue en 2009-2010 provient du CIRIEC-Canada, du CRSH, de la Fédération des caisses Desjardins, de la Fondation Mercure (HEC Montréal) et de l'UQO. Les abonnements fournissaient, jusqu'ici, une mince source de financement à la Revue. Cependant, cette dernière ne pourra plus compter sur cette source de revenus au cours de la prochaine année, puisque les deux premiers numéros publiés en version électronique seront disponibles en accès libre sur la plateforme Érudit. Il reste à déterminer si la Revue reprendra les abonnements par la suite.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES UNIVERSITÉS

Les liens avec le milieu universitaire semblent plus évidents sur différents aspects. Tout d'abord, l'enseignement bénéficie des travaux publiés dans la revue *Économie et Solidarités*. La revue constitue un matériel pédagogique incontournable dans certains cours et programmes (développement régional, gestion, travail social, sciences sociales, etc.) qu'offrent nos établissements. De plus, l'approfondissement des problématiques inscrites dans le champ de réflexion de la revue s'impose de plus en plus dans les espaces de recherche et de formation à la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, elle constitue un véhicule de qualité pour la diffusion des résultats de recherche et des analyses de chercheurs (professeurs, mais aussi étudiants et professionnels de la recherche) dans le champ de l'économie collective, qu'elle soit coopérative, associative, mutualiste ou publique, ou plus généralement de l'économie plurielle, dans sa dimension sociale et territoriale. Ce rapport sera renforcé par la publication électronique d'*Économie et Solidarités* qui lui permettra de bénéficier d'une meilleure visibilité, accessibilité et diffusion dans les milieux universitaires.

LE SOUTIEN FINANCIER

Les universités, en plus de participer à la production des parutions et de l'utiliser comme document de formation et de recherche, apportent un soutien financier et logistique important à la revue. Ainsi, chaque année, Martine Vézina se charge de déposer auprès de la Fondation Mercure une demande de fonds de 2 500\$ que nous obtenons année après année.

Enfin, il est incontournable de mentionner l'importante subvention accordée à la revue par le **Conseil de recherche en sciences humaines du Canada** (CRSH). Ainsi, la revue a obtenue une subvention totale de 81 000 \$ répartie sur trois ans.

LA PARTICIPATION À LA PRODUCTION

Si le milieu universitaire a soutenu financièrement de façon décisive la Revue, il y a également acquis une grande visibilité du côté de sa production. En effet, elle a, depuis ses tous débuts comme *Revue du CIRIEC canadien/Canadian CIRIEC Review*, toujours logé dans un établissement universitaire, successivement l'Université Concordia, HEC Montréal et l'Université du Québec en Outaouais. Non seulement les contributions au dossier scientifique proviennent-elles du milieu de la recherche universitaire comme on le conçoit habituellement, mais la très grande majorité des rubriques sont rédigées par des chercheurs, universitaires pour la plupart, parfois en formation (étudiants ou étudiantes à la maîtrise, au doctorat ou au postdoctorat). Les rédacteurs des rubriques, qui travaillent en étroite collaboration avec le milieu des entreprises, prennent une place de plus en plus importante dans l'orientation et la production de la Revue.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES ENTREPRISES

Comme avec le milieu universitaire, la Revue cherche à développer des liens privilégiés de partenariat avec les entreprises tant d'économie sociale que d'économie publique. La nature de ce partenariat devrait, selon la Revue, être de deux ordres comme pour le milieu universitaire : le soutien financier ou matériel à la Revue et la participation à sa production. Dans les deux cas, il s'agit de voir la participation des entreprises en termes d'échanges. C'est la direction de la Revue qui assume comme mandat de voir au développement de ces deux modes de collaboration, en lien avec la rédaction.

Le soutien financier

Au cours des dernières années, la direction et la rédaction de la Revue ont élaboré conjointement un plan de sollicitation de soutien financier identique pour le milieu universitaire et celui des entreprises en termes d'échelle de visibilité (informations, publicité) en rapport avec le montant de financement accordé comme soutien à la Revue. Ainsi, la Revue cherche à établir des règles équitables à cet égard, tant pour les établissements et dispositifs de recherche que pour les entreprises.

Comme par les années passées, la Fédération des caisses Desjardins a apporté un soutien financier à la Revue avec une contribution de 5 000 \$. Nous comptons poursuivre nos efforts pour que s'ajoutent progressivement de nouvelles contributions en provenance des entreprises, ce qui nous permettra de réaliser adéquatement notre mission en plus de relever le défi du passage à l'édition électronique.

La participation à la production

Ainsi, comme pour le milieu universitaire la revue suscite la participation des entreprises et de leurs représentants à la production des textes de la revue, tout particulièrement en ce qui concerne les rubriques et le transfert des connaissances et des expertises (innovation, développement, expérimentations, gestion, histoire, etc.). L'embauche d'une seconde secrétaire de rédaction facilite grandement l'établissement de liens avec différents organismes et entreprises et permet la sollicitation de divers textes de transfert. Certes, cet objectif ne peut se réaliser en une seule année et nous devons le concevoir sur le moyen et même le long terme. Comme indiqué plus haut, le temps que consacre l'un des rédacteurs adjoints à cette dimension de la revue devrait porter des fruits.

DIFFUSION ET RAYONNEMENT DE LA REVUE

L'objectif de toute publication, tant pour un livre qu'une revue, est d'être lu par le plus de personnes possible, d'être accessible au plus grand nombre. Nous avons déjà souligné que la Revue était très utile à l'enseignement universitaire. Depuis plusieurs années, le nombre d'abonnements fluctue entre 140 et 250, dont une trentaine de bibliothèques universitaires et une cinquantaine d'organisations. La concrétisation du passage de la publication papier à la publication électronique, qui aura marqué l'année 2009-2010, permettra d'assurer l'élargissement de la diffusion d'*Économie et Solidarités*. Du point de vue de l'équipe de rédaction, ce pas important est le bienvenu parce qu'il permettra d'accroître l'accessibilité de la revue, notamment dans le contexte des sociétés du Sud où la revue est de plus en plus présente.

PRODUCTIONS DE L'ANNÉE 2008-2009

Au moment de l'écriture de ces lignes, le volume 39, numéro 2, intitulé « Les générations et l'économie sociale », sous la responsabilité de Daniel Tremblay et Daniel Thomas, est dans la phase de correction finale. Ce premier numéro publié en version électronique devrait donc paraître à la fin du printemps 2010. Il s'ajoutera à trois autres numéros qui ont vu le jour au cours de l'année 2009-2010. Le premier, le volume 38, numéro 1, est paru à la fin du printemps 2009. Ce numéro, « Solidarités, économie sociale et développement local », a été réalisé sous la direction de Jacques L. Boucher et de Pierre-André Tremblay. Le second, le volume 38, numéro 2, dirigé par Guy Chiasson et Nathalie Burlone, s'intitulant « Où s'en va l'État? Lectures contemporaines de la régulation politique », est paru à l'automne 2009. Le troisième, le volume 39, numéro 1, vient d'être publié au début du printemps 2010. Ce dernier numéro papier a été dirigé par Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti sous le thème de « L'évaluation de l'économie sociale : une perspective critique et internationale ».

Le volume 40, numéro 1, sous la direction de Jacques L. Boucher et Denis Harrison, qui portera sur l'économie sociale et le territoire, fait suite à un colloque organisé par le CRISES. Le numéro suivant (40-2), qui s'intéressera aux autochtones et à l'économie collective est présentement au tout début du processus de publication. Ces deux numéros devraient sortir au cours de la prochaine année.

LES PROCHAINS NUMÉROS

Vol. 40, no 1 (2009)

ECONOMIE SOCIALE ET TERRITOIRE

Directeurs : Jacques L. Boucher et Denis Harrison

Vol 40, no 2 (2009)

AUTOCHTONES ET ECONOMIE COLLECTIVE

Directeur : Thibault Martin

Vol 41, no 1 (2010)

L'ÉCONOMIE SOCIALE, LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, LES RAPPORTS ENTRE LES ACTEURS ET LA DÉMOCRATIE

Directeur : Paul Leduc Browne

Vol. 41, no 2 (2010)

LES FEMMES ACTRICES DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

Directrices : Denyse Côté et Caroline Andrew

**La planification des prochains numéros est à titre indicatif et est sujet à changement.*

COMITÉS DE LA REVUE

Comité exécutif

Responsable des comptes rendus : Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais

Responsable des traductions à l'espagnol : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine

Correspondant pour l'Europe : Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris

Correspondante pour l'Afrique du Nord : Rajaa Mejjati Alami

Rédacteur : Guy Chiasson, Université du Québec en Outaouais, CRDT

Rédacteurs adjoints : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais, CRISES ;

Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais, CRDT

Directrice : Louise Briand, Université du Québec en Outaouais, CRISES

Responsable des traductions à l'espagnol : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine

Responsable de la promotion en Amérique latine et collaboratrice pour les traductions : Solange van Kemenade, Analyste de la recherche, Santé Canada, chercheure associée à la CRDC

Correspondant pour l'Europe : Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris

Correspondante pour l'Afrique du Nord : Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès

Secrétaires à la rédaction : Dominique Marchessault, étudiante à la maîtrise en Développement régional, Université du Québec en Outaouais; Magali Zimmer, étudiante au doctorat en Sciences sociales appliquées, Université du Québec en Outaouais et au Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris.

Comité de rédaction

Yao Assogba, Université du Québec en Outaouais

François Aubry, Université du Québec à Montréal

Marie J. Bouchard, Université du Québec à Montréal

Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais

Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke

Omer Chouinard, Université de Moncton

Brett Fairbain, Université de Saskatchewan

Louis Favreau, Université du Québec en Outaouais

André Leclerc, Université de Moncton

Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Marguerite Mendell, Université Concordia

Renaud Paquet, Université du Québec en Outaouais

Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal

Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières

Carol Saucier, Université du Québec à Rimouski

Daniel Tremblay, Université du Québec en Outaouais

Marie-France Turcotte, Université du Québec à Montréal

Martine Vézina, HEC Montréal

Conseil international de rédaction

Oscar O. Batisdas-Delgado, Universidad Central de Venezuela, Centro de estudios de la participación, la autogestión y el cooperativismo, Venezuela

Jacques Defourny, Université de Liège, Département d'économie, Belgique

Abdou Salam Fall, Université de Dakar, Sénégal

Laurent Fraisse, CRIDA, Paris

Daniel Hiernaux-Nicolas, Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, Departamento de Teoría y Análisis, Mexique

Jean-Louis Laville, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris

David Laycock, Simon Fraser University, Colombie-Britannique, Canada

Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès, Maroc

Johannes Michelsen, University of South Jutland, Danemark

José Luis Monzón Campos, CIRIEC Espagne

Humberto Ortiz, Universidad San Marcos, Lima, Pérou

Charles Rock, Rollins College, Floride, États-Unis

Roger Spear, Open University, Co-operatives Research Unit, Milton Keynes, Grande-Bretagne

Rapport de la Revue préparé par :

Guy Chiasson, rédacteur

Louise Briand, directrice

Dominique Marchessault, secrétaire à la rédaction

Magali Zimmer, secrétaire à la rédaction

SOLIDARITÉS, ÉCONOMIE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Volume 38, numéro 1

Responsables : Jacques L. Boucher et Pierre-André Tremblay

Dans le contexte contemporain où des pans entiers de la société sont fragilisés par la crise financière, il semble très pertinent de se pencher sur l'espace de la solidarité dans nos sociétés et en particulier sur l'économie sociale. Il ne devrait donc pas y avoir de surprise à ce que le thème de la solidarité fasse l'objet d'un numéro de la revue.

Son appellation s'inscrit dans la remise en question des méthodes et politiques keynésiennes des années « glorieuses » et la problématisation des régulations providentielles. Elle est aussi le symptôme d'un élargissement de la compréhension de l'univers économique. L'idée d'une économie plurielle est au fondement de l'économie sociale, qui plonge ses racines dans le lien entre les acteurs sociaux, tout autant qu'il en indique une des conséquences : cette forme d'action économique produit du lien entre personnes, groupes et institutions.

La solidarité se retrouve un peu partout dans les discours cherchant à renouveler la compréhension de la bonne vie. L'extraordinaire popularité du terme recouvre une grande diversité de significations qui sont loin de s'exclure mutuellement : valeur morale, forme d'interdépendance des acteurs sociaux, ressource pour l'action sociale. Aussi la notion a-t-elle fait l'objet régulier de la réflexion non seulement en philosophie mais également en sciences sociales.

À l'époque, la question de la solidarité s'inscrivait dans une demande d'inclusion dans l'ensemble national ; cela se poursuivra jusqu'à la solidarité incarnée par l'État-de-bien-être, qui relève nécessairement de l'échelle et de l'imaginaire national. La solidarité faisait alors référence aux interdépendances entre citoyens, telles qu'elles se déployaient dans l'espace (le pays) et dans le temps (entre générations). La solidarité que présentent les articles de ce numéro relève beaucoup plus de l'échelon local, celui des interconnaissances quotidiennes immédiatement appréhendables.

Le numéro 38(1), sous la responsabilité de Jacques L. Boucher et Pierre-André Tremblay, part d'un noyau de textes présentés lors d'un colloque sur « économie sociale et solidarité » dans le cadre de l'ACFAS tenu à Chicoutimi en 2007.

OÙ S'EN VA L'ÉTAT : LECTURES CONTEMPORAINES DE LA RÉGULATION POLITIQUE

Volume 38, numéro 2

Responsables : Guy Chiasson et Nathalie Burlone

Ce numéro d'*Économie et Solidarités* porte sur l'économie et la régulation publique et leur évolution contemporaine. Les auteurs ont été invités à répondre à la question *Où s'en va l'État ?* En fait, il serait plus juste de se demander où s'en vont les États, tant les trajectoires des États et de leurs composantes apparaissent aujourd'hui complexes et multiples.

Les premiers travaux des années 1980 ont souvent présenté un État appelé à se désengager des grands secteurs de la socio-économie et à s'évider au profit des acteurs privés de plus en plus mondialisés, ne pouvant toutefois se réclamer d'une légitimité démocratique. Ces lectures ont donné l'impression que tous les États étaient appelés à suivre un même parcours linéaire : le déplacement progressif de la régulation politique et économique au profit de celle du marché. Sans nécessairement remettre en cause les transformations profondes du politique et le poids grandissant des acteurs privés qui transforment incontestablement les États, de nouveaux travaux proposant des lectures plus fines des transformations de l'État ont fait surface depuis quelques années.

Les travaux récents ont mis en relief une série de nouvelles dynamiques qui viennent bouleverser les anciens repères de l'administration publique et de l'économie publique. Parmi ces nouvelles dynamiques, on peut compter l'émergence de nouveaux cadres spatiaux d'action publique, ou de nouveaux territoires, pour reprendre une expression de plus en plus fréquente, qui se superposent au palier national. Enfin, partant du principe que les transformations des États ne sont pas uniformes, on peut également interroger les trajectoires différenciées selon les divers champs de politiques publiques. Les textes regroupés dans ce numéro abordent tous l'une ou l'autre de ces trois dimensions.

Après quarante ans d'existence, l'économie publique est toujours une préoccupation importante d'*Économie et Solidarités*. La rédaction est très fière de proposer le présent numéro entièrement consacré à l'économie publique et son évolution récente. Nous espérons que les textes réunis contribuent aux réflexions actuelles par les regards distincts qu'ils jettent sur les récentes logiques qui infiltrent l'administration publique et l'économie publique, sur l'élargissement des territoires d'action publique et sur les trajectoires multiples que prennent les politiques publiques.

**L'ÉVALUATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE :
UNE PERSPECTIVE CRITIQUE ET INTERNATIONALE**

Volume 39, numéro 1

Responsables : Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti

L'économie sociale constitue une forme d'économie distincte de l'économie capitaliste et de l'économie publique. Elle est reconnue pour sa capacité à répondre aux besoins émergents et aux nouvelles attentes sociales, notamment dans les contextes de crises marquées par des transformations socioéconomiques. Depuis une trentaine d'années, les composantes à dominante non marchande de l'économie sociale ont pris une place importante dans la production de services publics, alors que ses composantes à dominante marchande ont eu à articuler les économies locales aux marchés mondialisés. De plus en plus, l'économie sociale occupe une place significative, avec le marché et l'État, au sein d'une nouvelle économie plurielle en émergence. L'économie sociale n'est plus un phénomène résiduel mais bien un pôle institutionnel de l'économie, et elle se développe en interface avec les institutions publiques et les entreprises à finalité lucrative. Dans ce contexte, l'évaluation prend une importance nouvelle. Des demandes sont formulées, tant par les pouvoirs publics que par les acteurs, à l'effet de mesurer le secteur et d'en évaluer la contribution.

Toutefois, l'économie sociale est un phénomène encore relativement peu documenté et qui demeure sous-théorisé, notamment en ce qui concerne sa contribution spécifique aux dynamiques de développement. L'absence de méthodologies et d'indicateurs spécifiques à l'économie sociale fragilise son positionnement de même que sa capacité à participer aux grands débats de société. La complexification des modalités de prise en charge de l'intérêt général, engageant une pluralité d'acteurs socioéconomiques (publics, privés et d'économie sociale), implique la complexification des critères légitimes d'évaluation des activités susceptibles d'y contribuer. La multiplicité des parties prenantes à l'évaluation fait qu'il est difficile de s'accorder sur ce qu'il faut évaluer et comment le faire. La variété des champs de l'économie sociale, leur ancrage plus ou moins important aux politiques publiques, et leur inscription inégale dans le marché, posent de redoutables défis à la lisibilité de ce qui fait la cohérence de sa contribution spécifique.

À la recommandation de la Commission scientifique « Économie sociale et coopérative » du Ciriec international, le Conseil scientifique international a créé en 2005 le *Groupe de travail sur les méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale*, coordonné par Marie J. Bouchard. Le but poursuivi était de faire le point sur les pratiques d'évaluation qui permettent de cerner la contribution spécifique de l'économie sociale. À terme, l'objectif était de voir en quoi les pratiques d'évaluation participent à la construction même du champ de l'économie sociale. Les textes qui sont présentés dans ce dossier sont quelques-unes des contributions des membres de ce groupe, portant, d'une part, sur la nature du processus évaluatif et celle de l'économie sociale et d'autre part, sur l'évaluation de l'économie sociale dans trois contextes nationaux (France, Québec, Brésil).

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES GÉNÉRATIONS

Volume 39, numéro 2

Responsables : Daniel Tremblay et Daniel Thomas

Le concept de génération est couramment utilisé en sciences sociales, mais il l'est de bien des façons. Dans les travaux portant sur l'économie sociale et solidaire, la diversité des usages que l'on en fait est également large. On y parle par exemple des « diverses générations d'entreprises d'économie sociale », de « nouvelle économie sociale » ou d'« ancienne économie sociale ». Pour ceux et celles qui connaissent le domaine, cette façon de distinguer les générations d'économie sociale et solidaire pose sans doute peu de problèmes. Dans l'ensemble des écrits faisant appel au concept de « génération », cet usage n'est cependant pas le plus courant. Une approche générationnelle peut prendre bien des formes et suivre bien des pistes.

Si l'on prend les individus comme unités d'observation, on peut étudier la cohabitation de diverses cohortes et générations au sein de l'économie sociale et solidaire. On peut aussi examiner les points de passage de cohortes de naissance au sein des diverses formes que prend l'économie sociale et solidaire. On peut encore étudier les échanges intergénérationnels, les alliances, les points de rencontre et de rupture, les mécanismes de transmission culturelle de connaissances, de savoir-faire et de valeurs d'une génération à l'autre. Si l'on prend plutôt comme unités d'observation les acteurs collectifs (associations, coopératives, mutuelles), on peut étudier comment les générations d'économie sociale et solidaire se sont construites, sur quels repères identitaires elles se sont établies, quelles sont les situations ayant permis le passage de catégories à des groupes réels, à un ensemble d'acteurs qui se reconnaissent dans un destin collectif ayant marqué une époque. Et ce ne sont, bien sûr, que quelques-unes des pistes que peut emprunter l'étude du phénomène générationnel au sein de l'économie sociale et solidaire.

Ce numéro regroupe cinq articles mettant en relation d'une façon ou d'une autre les thèmes de l'économie sociale et des générations. On pourra constater avec la lecture des articles regroupés dans ce numéro qu'elle permet également d'explorer l'univers de l'économie sociale et solidaire de façon originale. Chacune des contributions regroupées ici illustre à sa façon la pertinence de la « perspective temporelle » dans l'analyse du secteur de l'économie sociale et solidaire. L'ensemble de ces contributions illustre également la vitalité de la réflexion qui est menée sur les transformations passées et actuelles de ce secteur d'activités, sur sa complexification croissante. Comme on pourra s'en rendre compte, il ressort par ailleurs de la lecture de ces travaux de recherche que le sujet pose aussi plusieurs défis.